

# offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°29 • SUPPLÉMENT • GRATUIT

## DEBATTRE EN RETRAITE

LES PAGES DE CE SUPPLÉMENT AU N° 29 D'OFFENSIVE SONT UNE CONTRIBUTION À UNE RÉFLEXION SUR LE DERNIER MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES. L'ÉCHEC À FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT, MAIS AUSSI À ALLER PLUS LOIN QUE LA REMISE EN CAUSE D'UN ACQUIS SOCIAL, NE DOIT PAS NOUS FAIRE OUBLIER QU'EN SEPTEMBRE 2010 PEU NOMBREUX ÉTAIENT CELLES ET CEUX QUI CROYAIENT L'APPARITION D'UN TEL MOUVEMENT POSSIBLE. À TRAVERS TROIS TEXTES ET UN TÉMOIGNAGE, NOUS VOULIONS APPORTER NOTRE PIERRE, ELLE VIENT S'AJOUTER À D'AUTRES, INTÉRESSANTES, PARUES DANS LA PRESSE RÉVOLUTIONNAIRE, DES TRACTS, DES SITES MILITANTS...

**Comment expliquer la popularité du dernier mouvement contre la réforme des retraites ?** Comment expliquer le niveau de mobilisation dans la rue ? Parce qu'à y regarder de près, qui, parmi la masse des travailleurs et travailleuses, se permet encore de compter en annuités ses chances de toucher un pécule mensuel pour ses vieux jours, ayant raccroché du turbin ?

Le monde du travail qui a fait grève est clairement celui du salariat « garanti », du moins ce qu'il en reste... secteur public ou parapublic, grandes entreprises intégrées à l'instar des groupes pétrochimiques, éboueurs, profs, postiers, personnels des ports et docks, etc. Pas très original, car il ne reste que peu de secteurs où la grève est jouable. Et, comme souvent, ces mouvements de retrait, essentiellement les jours de manif, même saccadés, font office de coups de colère porte-parole du salariat empierré dans les boîtes privées, petites, moyennes et charnues. Et il semble évident qu'au-delà de la problématique des retraites ces moments de chauffe traduisent bien d'autres mécontentements, y compris une rage diffuse contre les profiteurs.

Mais plus généralement, se sont retrouvés dans les manifestations et actions de nombreux précaires ayant du temps libre. On n'a pas noté d'expression collective significative de la présence de cette vaste frange de la population « active », largement noyée dans la marée des banderoles syndicales très convenues. Et pour cause ! Comment formuler mentalement l'âge de la retraite quand la carrière professionnelle de millions d'entre nous se profile dans un

circuit de bumpers « chômage-emploi-formation », avec des bouts d'annuités par-ci, des bribes de fin de droit par-là ? Compter les annuités ne signifie ou ne signifiera rapidement plus rien pour la majorité des travailleurs et travailleuses. Au mieux, si l'on reste dans le cadre de pensée du droit du salariat, faudrait-il au minimum lutter pour un revenu garanti maximum tout au long de la vie. Et si l'on veut sortir du salariat, pousser à la sédition sociale et au développement de l'autonomie pour s'extraire des griffes de la dépendance aux marchands (cf. *Offensive* n° 27).

La jeunesse scolarisée a failli entrer dans la danse, ce qui aurait sans doute changé le cours des événements. Il est fort probable que la passivité du monde étudiant a malheureusement bridé la vague rebelle issue des lycées, dans une dynamique inverse au mouvement anti-CPE. Certains bahuts se sont bien enflammés, comme en banlieue parisienne ou dans le Lyonnais, mais cette contestation, souvent violente, s'est dispersée dans le no man's land de l'incapacité des étudiant-e-s comme des précaires à formuler distinctement l'impact de cette réforme sur leurs vies. Pourtant, tout simplement, allonger la durée de cotisation veut ouvertement dire que le travail que j'effectue aujourd'hui vaut moins que le même travail que j'effectuais hier, puisqu'il faut que je le fasse plus longtemps pour toucher la même somme à la fin. C'était une lutte sur le prix du travail, un combat contre la baisse des salaires, principalement pour celles et ceux qui se situent à la lisière des marchés du travail : une attaque directe donc. Qui méritera plus belle riposte la prochaine fois. **R. S. (Marseille - janvier 2011)**

COMME À CHAQUE  
MOUVEMENT, LES  
SYNDICATS SONT DÉSIGNÉS  
COMME RESPONSABLES DE  
L'ÉCHEC DU MOUVEMENT.  
MAIS SI CETTE VÉRITÉ EST  
LA MIEUX PARTAGÉE DU  
MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE,  
POURQUOI EN SOMMES-NOUS ENCORE À  
LA RESSASSER ?

# TOUT ÇA, C'EST LA FAUTE AUX SYNDICATS ?

**SI LE MOUVEMENT SUR LES RETRAITES** n'a pas fait reculer le gouvernement, c'est la faute aux syndicats. Cette assertion ne souffre aucune contestation, à tel point qu'on se demande pourquoi elle figure en préambule de moult réflexions libertaires ou révolutionnaires sur le mouvement d'octobre dernier. D'un côté, avant les premières grèves, on annonce l'inutilité de compter sur les syndicats. De l'autre, on leur fait porter le chapeau. C'est soit l'un, soit l'autre. Nous viendrait-il à l'idée de s'offusquer que le Parti socialiste fasse le jeu du capital ? Si les syndicats sont nos rivaux dans les mouvements, il paraît alors bizarre d'accuser son adversaire de sa propre défaite.

Les multiples dissertations sur la trahison des syndicats prouvent la difficulté de les balayer d'un revers de main. Ils titillent encore nos attentes, et parfois nos espoirs. Aucun mouvement d'ampleur ne se développe sans eux : 1995, 2003<sup>1</sup>, etc. La conscience de cet état de fait oblige à composer avec. Cela nous met par-

La sempiternelle accusation des syndicats majoritaires est une belle manière de ne jamais se tromper. Les libertaires et révolutionnaires de tout bord ne s'égareront pas, car chaque échec est à imputer aux fédérations de travailleur.se.s. C'est bien pratique. Alors nous n'avons plus qu'à pleurer sur notre faiblesse ? Ou on rêve : « Ah, s'il n'y avait pas les syndicats ! ». Mais leur affaiblissement ou leur quasi-disparition ne va pas se reverser automatiquement dans le récipient des luttes autonomes. Le terrain qu'ils ne coloniseront plus ne sera pas forcément occupé par d'autres. De même que l'augmentation conséquente du pourcentage de syndiqué-e-s (8% en France) ne se traduira pas forcément par une augmentation des luttes...

Plutôt que de servir la même rengaine concernant les organisations ouvrières, ne devons-nous pas nous interroger sur nos propres croyances ? Depuis des décennies, une ligne politique menée par des communistes libertaires, des conseillistes, des autonomes,

*n'accordons aucun crédit aux confédérations syndicales qui, unies ou non, nous convoquent de temps à autre à une journée de "mobilisation" sans lendemain : les syndicats ne font rien d'autre que défendre leur position de "partenaire social" face à l'État, et leurs actions visent non à créer le rapport de forces nécessaire pour le faire plier mais à agréger un mouvement d'opinion capable d'obtenir quelques aménagements de l'ordre existant avant de nous inviter à rentrer sagement à la maison ».* Ne leur accordions-nous pas un rôle bien réducteur ? N'espérons-nous pas qu'ils puissent allumer la mèche explosive du mouvement social ? Cela signifie, sans leur donner quitus, qu'on attend bien quelque chose des syndicats.

On se réjouit aussi du fait que les AG soient interpro, de ne plus être cloisonnés dans son entreprise, son chômage, son école, sa fac... Mais n'est-ce pas mettre la charrue avant les boeufs ? Sans réussir à mener une grève sur un lieu de travail, on se réjouit déjà des croisements qui s'opèrent, des rencontres qui se

## La sempiternelle accusation des syndicats majoritaires est une belle manière de ne jamais se tromper

fois en position d'attente : « Quelle stratégie vont-ils adopter ? ». Et lorsque des militant.e.s de la CGT ou des unions locales ont appelé à la « grève générale » ou reconductible, on espérait. Notre autonomie est malheureusement bien maigrichonne. Nous n'arrivons pas à dépasser les syndicats. La coordination des coordinations réunit à Tours (puis Nantes, Chambéry...), peu après que la CGT ait décidé d'enterrer la résistance, n'a pas mobilisé, ou si peu, en dehors de quelques noyaux militants. On pourrait se poser la question : pourquoi sommes-nous encore si dépendants d'eux ? Sans la CGT, voire la CFDT, certes poussées par leur base – qu'on aime bien par contre –, le mouvement pour les retraites n'aurait pas pu démarrer.

1. Même les mouvements étudiants. Rappelons que le CPE a commencé par une mobilisation de l'Unef, vite, très vite dépassée, et que les « temps forts » n'existaient qu'à l'appel des grosses centrales syndicales.



des mouvementistes ou des assembléistes affirme avec certitude la nécessité de s'organiser hors des syndicats. Nous croyons aux assemblées autonomes, interprofessionnelles ou autres. Nous appelons à étendre la grève au-delà des usines, à bloquer l'économie. Et on s'émerveille à chaque mouvement, puis on attend le prochain. Mais, comme il existe des syndicats, l'échec de nos stratégies n'est pas à chercher ailleurs !

Les derniers mouvements nous sont pourtant de plus en plus favorables. Les mouvements sociaux actuels sont loin de ceux des années 1950 où la CGT verrouillait tout. De même, en 2006, rares étaient les facs où l'Unef contrôlait le mouvement de A à Z, plaçant exclusivement ses délégués à la tribune et imposant son ordre du jour, chose plus prégnante dans les mouvements étudiants précédents. Les non-syndiqué-e-s trouvent leur place, s'expriment, s'affirment... On n'en est pas encore aux conseils ouvriers mais on n'en est plus forcément aux grèves bureaucrates. À l'automne 2010, nous écrivions dans un tract publié conjointement avec l'OCL : « Nous

font. Les AG interpro ne sont-elles pas finalement un aveu de faiblesse ? Ne faudrait-il pas retrouver des « bastions » de lutte ? Le problème du blocage des raffineries a bien été celui de l'extension de la lutte. En venant se reconforter dans des AG avec d'autres camarades grévistes, ne fuit-on pas justement le travail, les collègues et la construction d'une lutte avec des travailleurs ? Rôle finalement abandonné aux syndicats. On a pu par ailleurs constater lors du dernier mouvement que la faiblesse de ces AG a pu les rendre dépendantes des actions syndicales (Marseille, Paris, Toulouse, etc.). On y a vu des syndicats qui faisaient appel aux militants révolutionnaires quand bon leur plaisait, pour une action mais pas pour une autre. Un paradoxe pour des coordinations ou des AG créées pour s'émanciper des fédérations de travailleurs et travailleuses. Avec les restrictions de plus en plus importantes au droit de grève (service minimum, etc.), la course à la représentativité syndicale et la participation croissante des grandes centrales à la cogestion salariale, notre rapport dialectique aux syndicats n'est pas fini !  
g&g (Roazhon-Marseille - janvier 2011)



# RÉCIT D'UNE GRÈVE ORDINAIRE

**CE RÉCIT EST UNE LECTURE DE L'INTÉRIEUR D'UN JEUNE CHEMINOT QUI A VÉCU SA « PREMIÈRE GRÈVE SNCF ». CET OUVRIER ENGAGÉ N'EST PAS POUR AUTANT UN MILITANT. SON DISCOURS N'EST PAS UNE LECTURE IDÉOLOGIQUE DU MOUVEMENT. ATTENTION ! CELA NE DONNE PAS AU PROPOS UNE PSEUDO-OBJECTIVITÉ ET ENCORE MOINS VALEUR DE VÉRITÉ OUVRIÈRE, C'EST UN TÉMOIGNAGE.**

**« JE TRAVAILLE AU TECHNICENTRE** de Châtillon, près de la gare Montparnasse, à Paris. Nous sommes en charge de la maintenance et de la réparation des TGV, qui circulent dans l'Ouest. J'ai participé à la grève dès les premières journées d'action de septembre. Le 12 octobre, je me suis mis en reconductible en même temps que des collègues. Des piquets étaient organisés à partir de 6h 30 et les AG avaient lieu aux alentours de 9 heures, ce qui créait un décalage avec ceux qui bossaient le soir. Le jeudi 21 octobre, on a repris pour le week-end, pour récupérer les week-ends afin d'avoir moins de jours non payés. Lors de la deuxième semaine de grève, "ils" ont voté des arrêts de travail de 3h 59. La stratégie était d'accroître le nombre de grévistes sur le site. Ça n'a pas fonctionné. On est alors passé à des grèves de 59 minutes, à chaque fois à la prise du service. Dans la journée, on essayait de mener une grève du zèle.

Peu à peu, des personnes dans les AG ont commencé à dire que notre grève ne servait à rien car elle n'avait pas d'impact sur le trafic. Le taux de grévistes dans le centre oscillait entre 20% en semaine et 40% les jours de manif. Du coup, là où quatre gars bossaient, ils n'étaient plus que trois. Cela ne les empêchait pas totalement de faire le travail, même si des non-grévistes disaient faire du zèle, faute de pouvoir se mettre en reconductible. Quoi qu'il en soit, notre grève ne paralysait pas l'activité. En plus, il faut savoir que notre travail est avant tout préventif, pour éviter que les TGV tombent en rade. Pour paralyser réellement les trains, nous aurions dû mener une grève de dix jours avec fermeture totale du technicentre.

Du coup, des grévistes, des jeunes, ont poussé pour qu'on passe l'action, pour que notre grève bloque l'économie. Le vendredi 22 octobre, on s'est donc installés à une petite centaine sur les voies qui mènent les trains du technicentre à la gare Montparnasse. Peu à peu, la gare n'était plus approvisionnée en nouveaux trains. Ça commençait à être le bordel. Le directeur d'établissement est venu à notre rencontre. Les représentants syndicaux et trois non-syndiqués sont partis en réunion avec lui. Il nous a proposé une prime de fin d'année de cinquante euros bruts, puis de ne pas nous compter de jour de grève si nous reprenions le boulot avant midi. Nous avons refusé. Nous sommes restés sur les voies. Les négociations se sont poursuivies sur les conditions de travail propres au site. Cette fois, il nous a promis de nouvelles embauches et une prime de fin d'année. Pendant ce temps, au niveau régional, la SNCF a appelé les CRS. En les voyant, on a décidé de poursuivre le blocage, pour se barrer juste avant qu'ils viennent nous déloger. Plein de jeunes voulaient poursuivre l'action en se rendant à pied, par les voies, à Montparnasse. Les dirigeants syndicaux étaient contre et argumentaient qu'on sortirait de notre lieu de travail et que c'était illégal ! Mais le blocage était déjà illégal.

Après cette action, dans les AG, beaucoup souhaitaient poursuivre ces journées d'action, d'autant que ce jour-là il y avait plus de grévistes. Les syndicats préféraient mener des journées de grève de 24 heures ou 59 minutes. Ils disaient que les actions n'auraient pas le même impact si on en faisait trois par semaine. En réalité, ils ne s'intéressaient qu'au taux de grévistes sur le site, pour passer de 19 à 20%. Il faut savoir que le technicentre de Châtillon est un bastion CGT. SUD est peu présent, il n'est que le troisième syndicat derrière l'UNSA. Les plus jeunes, souvent non syndiqués, étaient prêts à affronter les CRS. Ce n'étaient pas les délégués syndicaux qui proposaient les actions. Maintenant, on n'a pas une super vision de la CGT. On a l'impression que chaque syndicat est là pour défendre son bifteck en disant : "C'est notre syndicat qui a fait ci ou ça !". Il y a eu peu d'actions.

Pour mon premier conflit SNCF, c'est clair que je suis un peu dégoûté d'avoir fait ça pour rien. Le problème est aussi que la grève n'a pas été assez suivie. Du coup, ça a donné raison à ceux qui ne faisaient pas grève. L'ambiance était assez morose après, sans parler du taf en retard qu'on a dû rattraper. On en a chié. Les délégués syndicaux avaient promis que ça fonctionnerait. Ils ont perdu de la crédibilité auprès des jeunes sur le mouvement. On sait que les grèves classiques ne servent plus à rien. Il a fallu dix jours pour se dire qu'il fallait bloquer l'économie. Les jeunes ne croient plus aux syndicalistes modérés. Ça ne veut pas dire qu'il faut tout casser, mais faire des actions coup de poing, directes.

Du coup, je vais perdre dix jours de salaire, répartis entre octobre et novembre. Il n'y a pas de caisse de grève. Le seul truc négocié par les syndicats a été des avances de salaire pour ceux qui galéraient. À part quelques militants syndicaux prêts à bouffer du riz pendant deux mois dans des boulots pas très bien payés comme nous, il y a un problème d'argent pour se mettre en grève. Face à cela, le seul discours des syndicats était qu'"il fallait se serrer la ceinture pour gagner plus après". » Camille S. (Paris - novembre 2010)

## APRÈS LA GRÈVE

« Suite au blocage des voies, des camarades ont eu des demandes d'explications et des blâmes (une cinquantaine de personne, quand même !). La direction du technicentre a demandé aux chefs d'équipes de donner les noms des grévistes le jour du blocage.

Certains chefs n'ont pas voulu donner de nom – comme le mien – mais la plupart les ont balancés sans hésitation. La direction voulait aller au pénal mais face à l'indignation collective (tractation, pétition...), elle n'a pris "que" des sanctions internes. Cela n'a pas eu du tout l'effet escompté puisque ceux qui ont eu un blâme en sont fières et considèrent cette sanction comme un trophée ! » C. S. (Paris - janvier 2011)



# QUELQUES LIMITES DU MOUVEMENT

L'ÉCHEC DU MOUVEMENT INVITE À PLUS DE RÉFLEXION SUR CE MOMENT.  
L'ÉMERGENCE (PEU ATTENDUE) D'UNE RÉSISTANCE À LA RÉFORME S'EST INTERROMPUE  
RAPIDEMENT. FINALEMENT, PEU DE CHOSSES ONT ÉTÉ DISCUTÉES EN PROFONDEUR...

## QUAND LE MOUVEMENT SOCIAL PART EN VACANCES...

On commence à définir le mouvement social contre la réforme des retraites comme celui de l'automne 2010. C'est oublier qu'il avait commencé au printemps précédent, trois journées d'action ayant eu lieu les 23 mars, 26 mai et 24 juin – la troisième ayant marqué le véritable décollage du mouvement. Mais l'été arriva, et tout le monde préféra se reposer... L'interruption des grandes vacances, unanimement respectée, a fait perdre plus de deux mois à la mobilisation, laissant le champ libre au gouvernement pour faire avancer son projet de loi et mûrir sa stratégie. (À ceux qui pensent que l'été a toujours constitué une période de trêve dans le combat social, on ne peut qu'indiquer les grandes grèves des années 1950 : en 53 dans les services publics, en 55 dans la métallurgie, en 57 dans le secteur bancaire, elles ont toutes eu lieu pendant les mois d'été !) De la même manière, les lycéen-ne-s, mobilisé-e-s à partir du 12 octobre, et dont l'entrée en scène aurait pu déboucher sur une montée en puissance, désertaient les rues deux semaines plus tard pour partir en vacances... C'est à ce genre de renoncement que se mesure la détermination d'un mouvement, et de toute évidence, celle-ci était en l'occurrence très faible. Nombreux sont celles ceux qui se sont engagé-e-s en étant paradoxalement convaincu-e-s que la bataille était perdue d'avance. Du coup, pour celles et ceux qui les chantaient, des slogans comme « on lâche rien »

ressemblaient surtout à de l'autopersuasion. Cette limite concrète du mouvement, qui est venu buter contre la puissance symbolique des « vacances » dans l'imaginaire collectif, a en tout cas le mérite de désigner un problème important : le rôle contre-révolutionnaire de l'organisation des loisirs dans le capitalisme avancé, qui s'est installée depuis si longtemps qu'elle est désormais enracinée dans l'esprit de toutes et tous, imposant sa temporalité à des mouvements sociaux incapables d'inventer la leur.

## LA QUANTITÉ N'EST PAS LA QUALITÉ

Pendant toute la durée du mouvement, les opposant-e-s à la réforme se sont enfermés dans un rapport comptable à leur propre action : « combien serons-nous dans la rue aujourd'hui ? » était la question dans toutes les têtes à chaque journée d'action. Un rapport comptable entretenu par la sous-estimation systématique et caricaturale du nombre de manifestant-e-s rapporté par la police, incitant les opposant-e-s à se concentrer sur cette question –, mais provoquant aussitôt un choc psychologique lorsque le nombre de personnes mobilisées a stagné, puis s'est brutalement effondré le 28 octobre. Il devrait pourtant être clair que l'intelligence et l'impact d'un mouvement social ne dépendent pas nécessairement de son ampleur numérique. Des actions menées par des minorités radicales et déterminées ont parfois plus d'effets émancipateurs que certains mouvements de masse !

## LE PROBLÈME N'EST PAS L'ÂGE DE LA RETRAITE, MAIS CE QUI LA REND DESIRABLE

Autre paradoxe : alors que ce conflit était centré sur la question des retraites – c'est-à-dire finalement celle du travail, dont les retraites ne sont que le salaire différé –, personne n'en est venu à aborder ce qui devrait être le problème central aujourd'hui : comment le travail a-t-il pu devenir répugnant au point que le départ à la retraite soit envisagé par beaucoup comme quelque chose d'enviable ? Ce mouvement aurait pu être l'occasion de mettre en lumière ce qui avilit et détruit le travail : le salariat en lui-même (le fait de travailler pour la paie, sans considération pour le sens, la qualité ou l'utilité de ce travail), mais aussi l'emprise sur le travail de ce que Jacques Ellul appelait les techniques abstraites (administration, management, informatique, Internet, etc.). Au lieu de cela, les opposant-e-s à la réforme des retraites sont restés emprisonné-e-s dans une logique purement économique et gestionnaire, se contentant d'affirmer qu'il y a assez d'argent pour financer les retraites des prochaines générations, qu'il faut créer de nouveaux modes de répartition, etc.

## LA MÉMOIRE COURTE

Enfin, ce mouvement semble avoir ignoré tout ce que les luttes des dix dernières années avaient pu apporter de neuf : la critique de la technologie développée autour des mouvements anti-OGM et anti-nanos, critique qui était à remettre en jeu sur les lieux de travail (cf. ci-dessus) ; les tentatives de réappropriation critique du savoir au sein des groupes de recherche autogérés, apparus en 2007-2009 dans le sillage des mouvements étudiants (des collectifs du même type auraient permis au mouvement de se donner un sens critique plus affûté que celui des experts acquis à sa cause) ; l'extension des liens directs producteurs-consommateurs (dont les pénuries d'essence ont pourtant fait ressentir la nécessité) ; et même les critiques de la croissance et du productivisme, dont l'oubli a permis que l'omniprésent Bernard Friot nous refourgue son projet de financement des retraites basé sur de futurs gains de productivité... De façon générale, et bien que beaucoup espèrent un deuxième round social en 2011, cette amnésie critique dont fut victime le mouvement contre la réforme des retraites n'annonce malheureusement rien de bon pour l'avenir.  
Patrick (Tours - janvier 2011)

